



ASSEMBLÉE NATIONALE

15ème législature

pouvoir d'achat

Question au Gouvernement n° 1160

[Texte de la question](#)

POUVOIR D'ACHAT

M. le président. La parole est à M. Daniel Fasquelle, pour le groupe Les Républicains.

M. Daniel Fasquelle. Pour votre première séance, monsieur le président, je tenais au nom du groupe Les Républicains à vous féliciter pour votre élection à la présidence de notre assemblée et vous demander de travailler ardemment au renforcement de cette institution.

Monsieur le Premier ministre, Emmanuel Macron est aux commandes du pays depuis un an et demi et le pouvoir d'achat des Français ne cesse de reculer.

M. Maxime Minot. C'est bien vrai !

M. Daniel Fasquelle. Avec vous, tout coûte de plus en plus cher !

Se déplacer, pour commencer. La ministre des transports a confirmé ce lundi une nouvelle hausse du prix des carburants, de 7 centimes pour le diesel et de 4 centimes pour l'essence. Avec votre politique, la dépense annuelle de carburant par foyer va donc augmenter de près de 400 euros par an jusqu'en 2022.

M. Thibault Bazin. Encore !

M. Daniel Fasquelle. Se chauffer, ensuite. Le prix du fioul domestique a fait un bond de près de 26 % en un an et celui du gaz a augmenté de 7,45 % au 1er juillet. Pour un ménage moyen se chauffant au gaz, cette hausse se traduira par un surcoût d'environ 100 euros par an.

M. Erwan Balanant. Et le chèque énergie ?

M. Daniel Fasquelle. Se déplacer, se chauffer mais aussi vivre dignement : les retraités, les familles, les jeunes en savent quelque chose, eux que le Gouvernement malmène en jouant de façon cynique sur l'inflation et en rognant sur la revalorisation du montant des pensions, des allocations familiales et de l'aide personnalisée au logement, l'APL.

Le pouvoir d'achat a reculé de 0,6 % au premier trimestre et, visiblement, ce n'est pas prêt de s'arrêter. Les annonces récentes relatives à la redevance audiovisuelle et aux droits de succession laissent en effet craindre le pire.

Alors, j'ai deux questions à vous poser, monsieur le Premier ministre : premièrement quand allez-vous cesser de faire les poches des Français plutôt que de mettre fin au gaspillage de l'argent public ? (*Applaudissements sur les bancs du groupe LR.*) Deuxièmement, quand allez-vous enfin « traverser la rue » pour écouter les Français,

diminuer les impôts et leur rendre leur argent ? (Vifs applaudissements sur les bancs du groupe LR et sur quelques bancs du groupe UDI-Agir.)

M. le président. La parole est à M. le secrétaire d'État auprès du ministre de l'action et des comptes publics.
(Exclamations sur les bancs du groupe LR.)

M. Pierre Cordier. Les socialistes ont la parole !

M. Olivier Dussopt, secrétaire d'État auprès du ministre de l'action et des comptes publics. Votre question avait bien commencé, monsieur le député : vous avez eu raison de féliciter le président Ferrand pour son élection à la présidence de l'Assemblée.

La suite de votre question était presque aussi bonne, à quelques approximations près, à quelques oublis près, notamment le fait que c'est ce gouvernement qui a généralisé le chèque énergie, au bénéfice de 3,5 millions de Français pour un montant moyen de 150 euros, de façon à aider celles et ceux qui sont les plus fragiles à faire face aux conséquences de la transition énergétique que chacun sur ces bancs appelle de ses vœux.

Mais votre question, monsieur le député, comportait un risque, un seul : s'il n'y avait pas eu de session extraordinaire, vous n'auriez pas pu la poser puisque vous auriez été confronté à l'augmentation de la prime d'activité de vingt euros par mois ; à la baisse de 30 % de la taxe d'habitation mais aussi à la diminution des cotisations salariales, qui va se traduire par un gain net pour l'ensemble des salariés.

Monsieur le député, en matière de pouvoir d'achat nous agissons, nous travaillons en cohérence...

M. Pierre Cordier. On n'a rien vu, encore !

M. Olivier Dussopt, secrétaire d'État. ...et je peux vous assurer qu'il vaut mieux mener la politique que nous menons plutôt que celle que vous avez défendue : celle qui consistait à supprimer 500 000 fonctionnaires, à diminuer les dotations des collectivités locales,...

M. Thibault Bazin. Vous les pillez, les collectivités locales !

M. Olivier Dussopt, secrétaire d'État. ...à augmenter la TVA de deux points, soit une ponction de 13 milliards d'euros sur les ménages. C'était votre programme pour l'élection présidentielle et les élections législatives. C'est ce dont vous êtes comptable et nous sommes fiers de mener une politique aux antipodes de ce que vous vouliez faire. (Applaudissements sur les bancs du groupe LaREM.)

M. Fabien Di Filippo. Vous ne seriez pas là si vous n'aviez pas été socialiste !

Données clés

Auteur : [M. Daniel Fasquelle](#)

Circonscription : Pas-de-Calais (4^e circonscription) - Les Républicains

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 1160

Rubrique : Politique économique

Ministère interrogé : Action et comptes publics (M. le SE auprès du ministre)

Ministère attributaire : Action et comptes publics (M. le SE auprès du ministre)

Date(s) clé(s)

Question publiée au JO le : [19 septembre 2018](#)

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue au Journal officiel du [19 septembre 2018](#)